



**CENTRE INTERNATIONAL POUR
LA PRÉVENTION DE LA
CRIMINALITÉ**

**RAPPORT ANNUEL
2021**



TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE	4
À PROPOS	5
CENTRE DE CONNAISSANCES	6
Publications élaborées par le CIPC	7
CENTRE D'ÉCHANGE ET D'EXPERTISE	10
Évènements organisés par le CIPC avec ses partenaires	11
Interventions du CIPC à des évènements	15
ACTIVITÉS DE NOS RÉSEAUX ET PARTENAIRES	18
CENTRE DE COOPÉRATION	21
Projets d'assistance technique et accompagnement aux acteurs	22
Projets du LabSU de Montréal	27
PÔLE COMMUNICATION ET MÉDIAS	30
GOVERNANCE DU CIPC STATUTS ET RÈGLES DE FONCTIONNEMENT	32
Gouvernance 2021	33
ANNEXES	36
Annexe 1 : Membres du CIPC en 2021	37
Annexe 2 : L'équipe du CIPC en 2021	39

Supervision : Ann Champoux et Kassa Bourne

Rédaction, traduction et révision : Le personnel du CIPC

© Centre international pour la prévention de la criminalité – Septembre 2022

* Dans le présent document, le masculin est utilisé dans le seul but d'alléger le texte.

MOT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

En 2021, face à la pandémie de la Covid-19, le Centre international de la prévention de la criminalité (CIPC) s'est à la fois mobilisé et adapté pour maintenir ses activités de recherche, d'accompagnement et de mobilisation à travers le monde. L'équipe, résiliente et persévérante, a poursuivi son travail de collaboration et de concertation avec ses différents acteurs et partenaires pour répondre à leurs défis en matière de la criminalité et d'insécurité en fonction de enjeux qui se sont multipliés rendant les populations vulnérables.

Ce rapport annuel du CIPC revient sur ses actions menées à l'international, de même qu'au Québec, notamment à Montréal. Plusieurs de ces activités, notamment l'offre de services d'assistance technique, ont continué à se réaliser de façon virtuelle.

Cette année, le CIPC s'est démarqué sur la scène internationale. Un moment fort de l'année a été le lancement du **DataJam contre l'exploitation**, un projet portant sur le développement de solutions technologiques visant à combattre et prévenir la traite humaine au Canada. En collaborant sur ce projet avec des partenaires à travers différents continents, tels que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la Fundación Pasos Libres, et IBM Corporate Social Responsibility, l'évènement signale le retour du CIPC à l'international, cette fois-ci en ligne.

Du côté de Montréal, je tiens à souligner avec fierté le travail que l'équipe a réalisé pour publier le premier rapport sur la violence commise et subie chez les jeunes de Montréal, une publication qui a inspiré plusieurs arrondissements de la ville d'agir en fonction de recommandations proposées.

Malgré une année éprouvante, l'équipe du CIPC a continué à démontrer son engagement et son dévouement continu, à travers la réalisation de publications de rapports et

de guides, la participation à des rencontres internationales, des conférences et des formations, l'apport en assistance techniques à différentes communautés au Québec ainsi que le développement de nouveaux partenariats tant locaux qu'internationaux. Je tiens à saluer le travail remarquable de toute l'équipe qui a contribué à la promotion des stratégies et des pratiques de qualité.

Enfin, je tiens à remercier tous nos membres, partenaires actuels et nouveaux partenaires pour leur précieuse collaboration et confiance. Celle-ci contribue à renforcer l'avancement des pratiques internationales, nationales et locales.

En somme, l'équipe saura relever les nouveaux défis qui se présenteront au courant des prochaines années en matière de prévention de la criminalité.



Ann Champoux
Directrice générale

À PROPOS

Le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) est un organisme montréalais important de son genre. Fondé en 1994, le CIPC a pour mission de promouvoir l'adoption de normes internationales axées sur la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le but de renforcer la sécurité quotidienne et d'améliorer la qualité de vie de tous. Le CIPC travaille avec des États membres, des organisations internationales et régionales et des autorités à tous les échelons gouvernementaux. Il travaille en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONU-DC) et avec le Programme des Nations Unies sur les établissements humains (ONU-Habitat). Il entretient une présence active dans les Amériques, en Europe, en Afrique et en Océanie. Le CIPC propose un vaste panel de connaissances – techniques et conceptuelles – sur le thème de la prévention de la criminalité, ainsi que sur les politiques, pratiques et outils connexes visant à réduire les facteurs de risque associés à la criminalité, à la violence et à l'insécurité.

CENTRE DE CONNAISSANCES

PUBLICATIONS ÉLABORÉES PAR LE CIPC

L'année 2021 a été marquée par la production de trois rapports thématiques et deux guides.

Portrait de la violence commise et subie chez les jeunes de l'arrondissement de Montréal-Nord : enjeux, pistes de solutions et recommandations

En collaboration avec les sociologues Mariam Hassaoui (TELUQ) et Victor Armony (UQAM), le CIPC a réalisé un diagnostic de sécurité urbaine de la violence commise et subie chez les jeunes de 12 à 25 ans de Montréal-Nord. Il comporte un portrait désagrégé de l'environnement physique, socioéconomique et socio-sanitaire dans lequel évoluent les jeunes, de la criminalité et des violences qu'ils commettent et subissent ainsi que des ressources disponibles sur le territoire.

L'objectif du portrait permet d'identifier plus précisément les besoins des jeunes de 12 à 25 ans de Montréal-Nord et lançait, en 2021, un appel de projets concertés pouvant agir sur les déterminants de la violence chez les jeunes : violence dans les relations intimes et sexuelles, violences physiques et armées et violences verbales et psychologiques.

De plus, des recommandations apportées, en lien avec les enjeux identifiés, ont permis d'identifier les actions prioritaires à mener en matière de prévention de la violence chez ces jeunes et d'appuyer la prise de décisions de l'Arrondissement et des acteurs concernés.

Rapport sur la violence commise et subie chez les jeunes de Montréal

À la fin de l'année 2021, le CIPC a publié le premier rapport sur la violence commise et subie chez les jeunes de Montréal. Mandaté par notre partenaire, la Ville de Montréal, ce dernier a élaboré un bilan sur la sécurité urbaine, notamment des crimes contre la personne commis et subis par les personnes âgées de 25 ans et moins sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal de 2015 à 2019.

L'objectif de ce rapport est de présenter et d'analyser les caractéristiques, les dynamiques et les tendances de la violence commise et subie chez les jeunes sur l'île de Montréal, afin de donner aux décideurs publics un outil de planification stratégique pour attribuer les ressources allouées au Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes 2020-2022. De plus, le CIPC a élaboré une série de recommandations qui sont non seulement mobilisées, mais aussi mieux articulées entre eux.



Analyse APS (Arrimage Problèmes-Services) : prévention de la violence commise et subie chez les jeunes usagers du parc François-Perrault (Quartier Saint-Michel)

Le CIPC a dévoilé un rapport qui identifie et analyse les enjeux en matière de violence commise et subie par les jeunes du parc François-Perrault, dans le quartier Saint-Michel de la Ville de Montréal. Ce parc est devenu, au cours des années, un lieu de rassemblement pour des jeunes. Des enjeux de cohabitation existent au moins depuis 2015 et, depuis 2020, plusieurs intervenants indiquent que la sécurité dans le parc s'est détériorée.

L'analyse d'arrimage problèmes-services (APS) a permis de répondre aux questions du milieu, d'identifier les meilleures actions à appliquer et de soumettre des recommandations à l'arrondissement de Montréal-Nord afin de mieux prévenir les problématiques liées à la violence chez les jeunes. Plus précisément, l'objectif du rapport est de présenter et analyser les enjeux en matière de violence commise et subie chez les jeunes usagers du parc de même que de produire une analyse des causes identifiées et des facteurs de protection existants autour du parc.

Guide d'évaluation d'impact pour les projets et programmes en prévention de la consommation de cannabis chez les jeunes

Le CIPC a créé un guide destiné à des gestionnaires et coordinateurs de programmes en prévention de la consommation de cannabis chez les jeunes responsables d'organiser les évaluations afin de pouvoir leur offrir une méthodologie simple, systématisée et adaptable. Ainsi, le guide permet d'élaborer et mettre en œuvre des processus d'évaluation d'impact pour ces types de programmes. Celui-ci est fondé dans les approches d'évaluation d'impact en santé publique et en sécurité urbaine et est divisé en deux parties.



L'objectif du guide est d'aider à répondre à des questions en matière de prévention de la toxicomanie. À travers cinq modules, des outils concrets d'analyse sont proposés afin de mieux cerner les enjeux et l'importance de l'évaluation. Cet instrument d'analyse permet, grâce à des étapes simples, d'arriver à une compréhension globale de la portée et de la réussite de programmes qui s'avèrent être complexes dans leur évaluation.

DataJam contre l'exploitation : Manuel de la personne participante

En mai 2021, en collaboration avec la Fundación Pasos Libres, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) et IBM Corporate Social Responsibility, le CIPC a développé et publié un guide, soit le manuel de la personne participante à l'événement du Datajam contre l'exploitation 2021, le premier concours d'innovation en ligne au Canada pour lutter contre la traite des personnes,

Le DataJam contre l'exploitation, s'étant déroulé en mai 2021, avait comme objectif de développer des solutions technologiques pour identifier et lutter contre la traite des êtres humains au Canada, en particulier chez les jeunes, les communautés autochtones et la communauté LGBTQI+. L'évènement visait également à sensibiliser le public à la question de la traite des êtres humains, à améliorer les capacités techniques et matérielles des participants et à renforcer la collaboration entre secteurs interdisciplinaires. Dans le manuel, trois modules explicatifs offrent au lecteur une introduction à la traite des personnes au Canada et aux enjeux connexes, un survol de l'importance des données dans la lutte contre ce crime et des études de cas.

CENTRE D'ÉCHANGE ET D'EXPERTISE

ÉVÈNEMENTS ORGANISÉS PAR LE CIPC

Quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Lors du 7 au 12 mars 2021, le 14e Congrès des Nations unies pour la prévention du crime et la justice pénale a eu lieu à la fois à Kyoto, au Japon, et en ligne.

Le CIPC, faisant partie du réseau du programme des Nations unies pour la prévention du crime et la justice pénale, a contribué, à distance, à la préparation et à l'organisation de **l'Atelier 1 : Prévention de la criminalité fondée sur des données probante : statistiques, indicateurs et évaluation à l'appui des pratiques réussies** dans le cadre d'un volet portant sur les stratégies globales de prévention de la criminalité en vue du développement social et économique.

L'atelier se déroulant sur deux jours a permis aux participants de mieux se familiariser avec les différentes approches et les meilleures pratiques en matière d'évaluation, de production d'indicateurs et de collecte de données statistiques à l'appui de la prévention de la criminalité basée sur des données probantes.

Discussion sur la traite des êtres humains et l'autonomisation des victimes

Afin de souligner la Journée internationale des femmes, le CIPC a organisé le 15 mars une discussion en ligne portant sur la question suivante : « **Quelles sont les voies possibles vers une meilleure autonomisation des victimes de la traite au Québec?** ». Cette conversation avait pour objectif de réfléchir et d'échanger sur la situation au Québec en matière d'autonomisation des victimes de la traite avec des expertes sur le sujet, les défis rencontrés dans leur pratique quotidienne et les enseignements qu'elles en tirent. Dans une optique de prévention, le CIPC porte son attention sur les victimes, centrales dans la compréhension des enjeux profonds des pratiques criminelles.

Dans cette lignée, suite à la parution d'un rapport en mai 2020 intitulé « Les victimes de la traite à des fins sexuelles en Amérique : État des lieux des stratégies publiques et pistes pour l'avenir, 2000-2019 », le CIPC a souhaité continuer la conversation avec deux expertes et intervenantes de terrain, fortement impliquées dans la lutte de la traite des êtres humains, de l'exploitation sexuelle et dans la prise en charge des victimes au Québec : Josée Mensales, co-fondatrice et coordonnatrice du programme « Les Survivantes » du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et Nathalie Khat, la co-fondatrice et directrice de projets de l'organisme Le Phare des AffranchiEs.

Lancement du « DataJam contre l'exploitation », le premier concours d'innovation technologique pour combattre la traite humaine au Canada

L'année 2021 a été marquée par le lancement du concours du « DataJam contre l'exploitation », le premier concours d'innovation du genre pour identifier et combattre la traite de personnes au Canada. Cet événement a été financé par le gouvernement du Canada et s'est inscrit dans le cadre d'un partenariat d'expertise complémentaire. Ce concours, réalisé du 7 au 17 mai, a été le fruit d'une collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, IBM Corporate Social Responsibility et la Fundación Pasos Libres. Il visait à mettre en lumière la problématique de l'exploitation des communautés les plus vulnérables du Canada, à trouver des solutions pour protéger les victimes et faciliter l'identification et la poursuite de ce crime odieux.

Ainsi, le but était d'accroître la sensibilisation du public à la traite de personnes, d'améliorer les capacités techniques et fonctionnelles des participants et d'améliorer la collaboration entre les secteurs interdisciplinaires au Canada par la conception de solutions technologiques qui contribuent à résoudre certains de ces défis. Les participants devaient opter pour le développement de l'une des options suivantes :

- 1) Des solutions qui fournissent de nouvelles perspectives sur la traite des êtres humains, des populations autochtones, nordiques et des communautés éloignées, des personnes LGBTQI+, ou des jeunes vulnérables afin de sensibiliser, détecter et poursuivre les criminels contre ces communautés ;
- 2) Des solutions pour identifier, prévenir et poursuivre l'exploitation des jeunes et des enfants en ligne, notamment dans les médias sociaux et les plateformes de jeux en ligne;
- 3) Des solutions explorant la relation entre la traite des êtres humains et les migrations, la COVID-19, les catastrophes naturelles ou des événements majeurs pour identifier les modèles de la traite, ses réseaux et ses hotspots.

La DataJam contre l'exploitation a généré 25 activités organisées en trois phases : (a) avant le concours, un événement de lancement et deux webinaires ont été organisés ; (b) le concours a commencé par trois jours de formation, soient 21 activités offertes par des représentants d'organisations et institutions au Canada et à l'international, au cours desquels les participants ont pu en apprendre davantage sur les différents aspects de la traite des êtres humains et comment développer des solutions technologiques ; cette formation a été suivie de sept jours de concours (des solutions ont été développées au cours de cette période) ; (c) l'évaluation et l'annonce du gagnant annoncée lors d'un événement de clôture à la fin du concours.

L'équipe gagnante, **Buyer Resist, un groupe de 5 jeunes de Vancouver**, a créé une application web qui aide à tracer des trafiquants en comparant le texte d'annonces de plusieurs agences d'escortes. Les lauréats ont reçu une somme d'argent et se mériteront d'intégrer le programme d'incubateur IBM (IBM Incubator Program) afin de faciliter le développement de leur solution.

L'équipe **Team Scotiabank AMA de Toronto**, composée de 5 membres informaticiens de la Banque Scotia pour les modèles et analyses de lutte contre le blanchiment d'argent (AML), s'est mérité la deuxième place et la troisième place est allée à l'équipe **CDL Team de Montréal** affiliée à l'Institut québécois d'intelligence artificielle (Mila).

La compétition a mobilisé 75 participants au total répartis en 16 équipes représentant 8 villes canadiennes.

Présentation du « DataJam contre l'exploitation » comme moyen de prévention de la traite humaine

Dans le cadre de l'évènement The Cybersecurity Revolution 2021 (SECREV) hébergé par SERENE-RISC, le CIPC a participé à une conférence sur la cybersécurité aux côtés de la Fundación Pasos Libres.

Durant le webinaire, le CIPC a donné un aperçu de l'initiative du « DataJam contre l'exploitation », de ses principes de base, des obstacles à sa mise en œuvre, de son historique et de l'évolution du concours, ainsi que des résultats obtenus pour l'édition canadienne de 2021. La présentation a également permis de mettre en valeur le fait que l'innovation technologique est cruciale dans la lutte contre la traite des êtres humains. Le DataJam contre l'exploitation 2021 a donc été présenté comme un moyen de prévention, une innovation technologique, contre la traite des êtres humains.



Série de webinaires sur la prévention et l'analyse du crime

Le CIPC a pris part à l'organisation d'une série de webinaires qui visait à approfondir la conversation internationale sur la prévention et l'analyse du crime, en collaboration avec le département de sécurité publique de l'Organisation des États Américains, la International Association of Crime Analysts et la Faculté de droit de l'Université Alberto Hurtado. Le 23 juin, l'édition portait sur la prévention et l'analyse de la criminalité dans les zones urbaines d'Amérique latine.

Des panélistes variés ont échangé de leurs apprentissages et innovations aux niveaux local et communautaire en termes de prévention du crime. Les présentations ont tourné autour de l'utilisation de l'information, de l'analyse criminologique et des décisions clés dans les interventions en sécurité, en criminalité et en violence. De plus, une importance a été accordée aux problématiques des groupes et territoires vulnérables.

INTERVENTIONS DU CIPC À DES ÉVÈNEMENTS

Participation du CIPC au congrès international sur la sécurité de l'Union internationale des chemins de fer

Le 9 décembre, le CIPC a été invité par l'Union internationale des chemins de fer (UIC), à participer au 16ème **UIC World Security Congress** tenu en ligne. Le thème du congrès était l'organisation de la sécurité durant des événements majeurs et les sujets abordés ont inclus la coopération internationale durant des événements majeurs, des leçons apprises des membres de l'UIC et les menaces émergentes dans la sécurité du transport.

Le CIPC est intervenu pour discuter de son expérience en matière de prévention de la violence résultant de la radicalisation dans un contexte de mobilité urbaine.



Participation du CIPC à la série de webinaires « Change the World »

Le CIPC, en tant que panéliste, a participé au webinaire intitulé « **Knowledge Systems to Enable Urban Safety** » organisé par la Alliance of NGOs on Crime Prevention and Criminal Justice en collaboration avec la African Policing Civilian Oversight Forum (APCOF) ainsi que l'organisation Fixed, le 10 février 2021. Ce webinaire a abordé les possibilités et les préoccupations liées à l'acquisition de connaissances, aux données, à l'apprentissage adaptatif et au lien entre les connaissances, les politiques et les pratiques.



Participation à un forum montréalais sur la prévention de la violence chez les jeunes

Le 7 décembre, le CIPC a pris part à la première journée du forum « **Montréal sécuritaire pour les jeunes : dialogue sur l'intervention en prévention de la violence** », pour y présenter un aperçu des différents chapitres ainsi que des faits saillants de son « Rapport sur la violence commise et subie chez les jeunes de Montréal » sorti au courant de l'année.

Les objectifs de cette rencontre furent : de dégager une compréhension commune du phénomène de la violence; d'aborder la question de la résilience des jeunes dans un contexte où le sentiment d'insécurité est important ; de prendre connaissance des données les plus à jour sur les facteurs de risques de la violence à Montréal ; de mettre en lumière les initiatives porteuses de prévention ; de favoriser la collaboration et le développement d'une vision intégrée entre les parties prenantes en prévention de la violence chez les jeunes ; de travailler collectivement autour de thématiques spécifiques en prévention de la violence et d'alimenter la réflexion municipale en matière de sécurité urbaine et de contrer les phénomènes de violences commises et subies.

La rencontre a été organisée par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) de la Ville de Montréal en collaboration avec le Réseau d'échange et de soutien aux actions locales (RESAL), dont le CIPC est membre coordonnateur, et l'Institut du nouveau monde (INM).

Participation à la conférence sur la sécurité urbaine en pandémie du RMCP

Le CIPC fut invité à prendre part à la conférence virtuelle « Community Safety in the Midst of a Global Pandemic : Who Are We Leaving Behind ? » organisée par son partenaire le Réseau Municipal Canadien en Prévention de la Criminalité (RMCP).

La conférence s'est tenue du 4 au 6 octobre et visait à soutenir les municipalités urbaines et rurales et les communautés, les organismes, les groupes et les individus autochtones dans leurs efforts en prévention de la criminalité et en sécurité urbaine dans les communautés et quartiers où ils vivent. Celle-ci traitait de plusieurs sujets dont la notion de sécurité, les effets de la pandémie Covid-19 sur la sécurité urbaine, les liens entre les problématiques systémiques tels le racisme et la justice sociale, et la sécurité urbaine et la prévention de la haine et de l'extrémisme violent. Le CIPC a pris part à un panel portant sur « Eradicating Violence: Essentials That Do Not Leave People Behind ».

ACTIVITÉS DE NOS RÉSEAUX ET PARTENAIRES

ACTIVITÉS DE NOS RÉSEAUX ET PARTENAIRES

Coordination du RÉSAL pour une 4^{ième} année

Le CIPC a coordonné pour une 4^e année le Réseau d'échange et de soutien aux actions locales (RÉSAL), un programme financé par le ministère de la sécurité publique du Québec, qui a pour mission de soutenir le développement ou l'amélioration d'initiatives locales en matière de prévention de la violence chez les jeunes montréalais âgés de 12 à 25 ans.

Webinaires du RÉSAL

Le premier webinaire de l'année, ayant eu lieu le 4 février, a porté plus précisément sur comment les savoirs et la culture peuvent agir comme facteurs de protection auprès d'eux. L'objectif fut d'offrir un espace de parole entre experts afin de mettre en lumière différentes initiatives et projets liés aux savoirs et à la culture ayant un impact positif sur la vie des jeunes montréalais, en termes de prévention de la violence. Durant l'évènement, quatre panélistes ont discuté à propos de projets liés à la thématique : Lucie Callière, la directrice générale de Projet Harmonie; Kémy St-Eloy, le coordonnateur du milieu de la Prévention de Pointe-de-l'Île; Katrine Journeau, la directrice générale et cofondatrice de Prima Danse et Karina Lavoie, la directrice générale de Cirque Hors Piste.

Le deuxième webinaire, ayant eu lieu le 22 avril, quant à lui, s'est concentré sur les thèmes de l'emploi et l'habitation comme facteurs de protection auprès des jeunes montréalais. Des invités ont présenté leurs initiatives au cours de la discussion en ligne : Sébastien Lanouette, le directeur général de Ressources Jeunesse de Saint-Laurent; Marie-Noëlle L'Espérance, la directrice d'En Marge 12-17; Déborah Griot, travailleuse de rue et coordonnatrice Tapaj de Pact de rue et Martin Labrecque, le coordonnateur du programme d'insertion d'Insertech.



Lancement de la communauté de pratique du RÉSAL

En automne 2021, le RÉSAL, a lancé sa première communauté de pratique, soutenue financièrement par la Ville de Montréal. Cette démarche vise à offrir un espace élargi de partage de connaissances et d'expériences autour des différentes formes de violences commises et subies chez les jeunes de 12 à 25 ans. Elle s'adresse plus spécifiquement aux intervenants sociocommunautaires du Nord-Est de l'île de Montréal afin de les outiller face aux diverses problématiques rencontrées dans leur activité quotidienne.

Les activités et les formations qui ont débuté pour la première série d'activités en automne, ont inspiré de grandes thématiques tels que :

- La prévention de la violence des gangs de rue
- La prévention des violences à caractère sexuel
- La prévention de la haine en ligne
- Travail de rue et intervention auprès des jeunes

Traffik Analysis Hub : adhésion au réseau pour une première année

L'organisme s'est joint officiellement au Traffik Analysis Hub (TA Hub), un réseau global de prévention de la traite des personnes. Le TAHub est le produit d'un effort commun de la part de différents secteurs et industries, de gouvernements et de partenaires d'ONGs, tous engagés à partager des données et des connaissances pour avancer la lutte contre la traite des personnes. Les rencontres mensuelles se sont déroulées en ligne.

Coinserta : adhésion au réseau pour une première année

Le CIPC, a adhéré au réseau chilien Coinserta, un réseau qui promeut l'innovation dans l'écosystème pénitencier. Pour cette première année d'adhésion, le CIPC a réalisé une présentation, le 24 juin, lors de la « Semaine internationale de l'innovation pénitencière » qui a porté sur une recherche-action développée en 2016 pour prévenir l'extrémisme violent dans le système français de libération conditionnelle.

Celle-ci, intitulée « Développer une réponse d'intervention et de prévention de la radicalisation menant à la violence au sein du système de probation en France » avait comme objectif de proposer un outil de prévention de la radicalisation notamment en milieu carcéral qui pourrait être adapté aux besoins des communautés autochtones en contexte chilien. De façon générale, cet événement avait comme objectifs de promouvoir, discuter et concevoir des projets novateurs et des stratégies dans quatre domaines pertinents : la réinsertion sociale, la sécurité dynamique, la conception d'espaces et la mise en place des pratiques innovantes dans l'écosystème pénitencier et carcéral.

CENTRE DE COOPÉRATION



PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET ACCOMPAGNEMENT AUX ACTEURS

Reconnu pour leur expertise en prévention de la criminalité, la Ville de Montréal et ses arrondissements collaborent régulièrement avec le CIPC dans la réalisation de diagnostics locaux de sécurité (DLS), l'élaboration de plans d'action, la mise en œuvre de plans d'action et l'évaluation de projets.

Démarche intégrée en sécurité urbaine — Arrondissement Montréal-Nord

En juin 2021, l'arrondissement de Montréal-Nord a accordé au CIPC le mandat de réalisation d'une démarche intégrée en sécurité urbaine. La démarche est réalisée en cinq étapes : la création d'un comité local de sécurité (CLS), l'élaboration d'un diagnostic local de sécurité (DLS), la réalisation d'une activité de résolution de problème (ARP), la conception et la mise en œuvre d'un plan d'action concertée (PAC) et le suivi et l'évaluation du PAC.

Il s'agit d'un processus cyclique et continu où l'évaluation de la stratégie mise en œuvre peut mettre en évidence de nouveaux problèmes qui, à leur tour, requièrent l'attention des pouvoirs publics et des acteurs du milieu à Montréal-Nord. Ainsi, le CIPC a élaboré des recommandations et a soumis à l'arrondissement des pistes d'action qui guideront les acteurs locaux dans leurs initiatives de prévention.

Démarche intégrée en sécurité urbaine — Sainte-Julie

En février et en mars 2021, le CIPC a réalisé un diagnostic local de sécurité urbaine et une activité de résolution de problème pour la Ville de Sainte-Julie. Dans ce cadre, un portrait sur l'ampleur et la nature de la délinquance et des problématiques de violence a été dressé, de même qu'un travail pour augmenter la participation de la communauté de la ville aux enjeux de sécurité, et un bilan des actions menées, dans les cinq dernières années, par la ville et ses partenaires a été produit. Les deux activités ont permis de préciser les enjeux liés à la criminalité touchant les jeunes et de proposer différentes pistes de solutions et des défis rencontrés par l'arrondissement.



Diagnostic local de sécurité urbaine — Arrondissement de Lachine

En avril 2021, l'arrondissement de Lachine a confié au CIPC la mission de réaliser un diagnostic local de sécurité urbaine. Ce dernier dressait un portrait de l'ampleur et de la nature de la délinquance et des problématiques (telles que la violence verbale et de la cyberviolence chez les jeunes de 12 à 16 ans). Avec la participation de la communauté aux enjeux de sécurité, un bilan des actions menées, dans les cinq dernières années, par l'arrondissement et ses partenaires avait été réalisé et les informations recueillies avaient permis au CIPC de rédiger des recommandations en fonction des défis présentés dans l'arrondissement de Lachine. À l'aide du diagnostic, le CIPC a pu proposer des pistes de solutions à des défis rencontrés par l'arrondissement de Lachine.

Activité résolution de problème — Arrondissement de Lachine

Au courant de l'année 2021, le CIPC a reçu le mandat de produire une activité résolution de problème (ARP) pour l'arrondissement de Lachine. Cette ARP avait comme objectif de déterminer les enjeux liés à la violence commise et subie par les jeunes lachinois. Elle visait aussi à coordonner les efforts des acteurs locaux autour d'une problématique de sécurité urbaine définie collectivement. L'activité était co-animée avec le criminologue René-André Brisebois, intervenant et chercheur à l'Institut universitaire Jeunes en difficulté du CIUSSS, Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Par la suite, une revue de bonnes pratiques correspondant aux enjeux identifiés fut effectuée. Cette ARP a donc permis à un ensemble d'acteurs du territoire de travailler en concertation sur des objectifs communs pour élaborer des pistes d'actions concrètes.



Groupe de discussion avec acteurs locaux de Saint-Laurent

Dans le cadre de l'élaboration d'un diagnostic local de sécurité pour l'arrondissement de Saint-Laurent, le CIPC a rencontré des acteurs communautaires et institutionnels travaillant dans l'arrondissement de Saint-Laurent. Le groupe de discussion instauré lors d'une activité visait à mieux contextualiser les réalités locales et d'identifier des acteurs plus à risques ainsi que des problématiques émergentes qui ne seraient pas forcément ressorties des analyses documentaires ou statistiques. En interrogeant les acteurs locaux, le CIPC a pu établir une vision plus juste des enjeux de criminalités locaux qui se déroulent à Saint-Laurent.

Activité résolution de problème — Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Durant l'année 2021, le CIPC a réalisé une activité de résolution de problème (ARP) dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. L'activité visait à répondre aux enjeux d'augmentation de la violence parmi les jeunes, en particulier autour de l'école Lucien-Pagé. Le criminologue et le coordonnateur de l'Institut universitaire Jeunes en difficulté du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, René-André Brisebois a collaboré à nouveau avec le CIPC pour cette activité. À la suite de cette ARP, le CIPC a dressé un portrait sur les défis que l'arrondissement doit répondre en plus de présenter des recommandations pour résoudre les problématiques.

Activité de résolution de problèmes : Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Une analyse croisée a visé dans un premier temps à identifier les solutions et actions déjà existantes qui répondent aux enjeux identifiés dans le cadre de l'ARP réalisée par le CIPC en décembre 2020. Puis, dans un second temps, une analyse croisée des causes identifiées et de facteurs de protections existants a visé à identifier les trous de services ou les actions pouvant aider à prévenir la violence et la criminalité dans le parc François-Perrault à Montréal. Cette analyse a permis à l'Arrondissement de baliser le prochain appel de propositions qu'il souhaitait entreprendre, dans le cadre du programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes de la ville et de faciliter la production d'un plan d'action futur.

Programme de soutien aux municipalités (PSM)

En 2020, le CIPC a été mandaté par le ministère de la Sécurité publique afin d'accompagner dix municipalités au Québec dans la mise en place d'une démarche structurée de planification des interventions en prévention de la criminalité dans le cadre du Programme de soutien aux municipalités (PSM). En 2021, le CIPC a entamé sa deuxième année de soutien à ce programme accompagnant les 10 municipalités de moins de 100 000 habitants suivants :

- Ville de l'Épiphanie
- Notre-Dame des Prairies
- Ville de Joliette
- Municipalité de Notre-Dame de Ham
- Sainte-Brigitte de Laval
- Ville de Sainte-Julie
- Municipalité de Saint-Prime
- MRC Avignon
- Pakuashipi
- Conseil des Atikamekw de Wemotaci



LABORATOIRE EN SÉCURITÉ URBAINE, UN MODÈLE EXPORTABLE

Créé en 2020, le Laboratoire en sécurité urbaine (LabSU) est une initiative conjointement supportée par la Ville de Montréal (Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale et le Service de police de la Ville de Montréal) et le Ministère de la Sécurité publique du Québec, à titre de partenaires financiers. En 2021, pour une deuxième année consécutive, le CIPC a poursuivi le développement de ses activités dans le cadre du LabSU de la Ville de Montréal ayant comme objectifs de faire une synthèse entre le travail des chercheurs et celui des intervenants, ceci dans une optique d'amélioration continue des stratégies et des pratiques en matière de sécurité urbaine.

Le socle conceptuel du LabSU repose sur une vision intégrée et systémique de la sécurité urbaine, qui comprend celle-ci comme une condition essentielle à la bonne santé d'une ville (dans son développement social, économique et culturel) et de ses habitants (par un accès sécuritaire et équitable aux espaces, aux services et aux opportunités que la ville leur offre).

PROJETS DU LABSU DE MONTRÉAL

Dans le contexte du Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes de Montréal lancé en 2020, le CIPC a reçu le mandat de dresser un bilan de situation. Ce bilan répondait à l'exigence de l'élaboration d'un rapport annuel demandé par la Ville sur la criminalité et la violence dans l'Agglomération de Montréal.

Les livrables suivants ont été produits :

Développement du projet de rapport sur l'évolution de la criminalité sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Un travail de recherche et développement a mené à définir les variables et les thématiques à traiter pour le rapport annuel 2022 sur la criminalité dans l'Agglomération de Montréal. Il avait été convenu d'intégrer les préoccupations du terrain révélées à partir d'un sondage mené par le Service de diversité et de l'inclusion sociale. Les travaux du CIPC ont mené à un plan de travail comprenant six chapitres : les tendances de la criminalité, la criminalité durant la pandémie de COVID-19, la dimension géographique de la criminalité, la dimension relationnelle de la criminalité, les infractions sexuelles et l'exploitation, la violence conjugale et intrafamiliale.

La légalisation du cannabis : comment y répondre avec les programmes de prévention de consommation chez les jeunes.

En janvier 2021, le CIPC a réalisé le Guide d'évaluation des programmes de prévention de consommation du cannabis chez les jeunes. L'objectif de l'outil, principalement destiné à des gestionnaires et coordinateurs de programmes en charge d'organiser les évaluations, est d'offrir une méthodologie simple, systématisée et adaptable pour élaborer et mettre en œuvre des processus d'évaluation d'impact pour les programmes en prévention de la consommation de cannabis chez les jeunes. Le guide est fondé dans les approches d'évaluation d'impact en santé publique et en sécurité urbaine et est divisé en deux parties.

Ensuite, en tant que complément au guide, un module de quatre chapitres intitulé La légalisation du cannabis : comment y répondre avec les programmes de prévention de consommation du cannabis chez les jeunes a été créé pour mettre l'accent sur l'élaboration de programmes et venir en soutien aux municipalités dans leur développement stratégique. L'outil dresse un portrait de la situation, présente les facteurs de risque et les meilleures pratiques dans le domaine de la prévention de la consommation chez les jeunes.

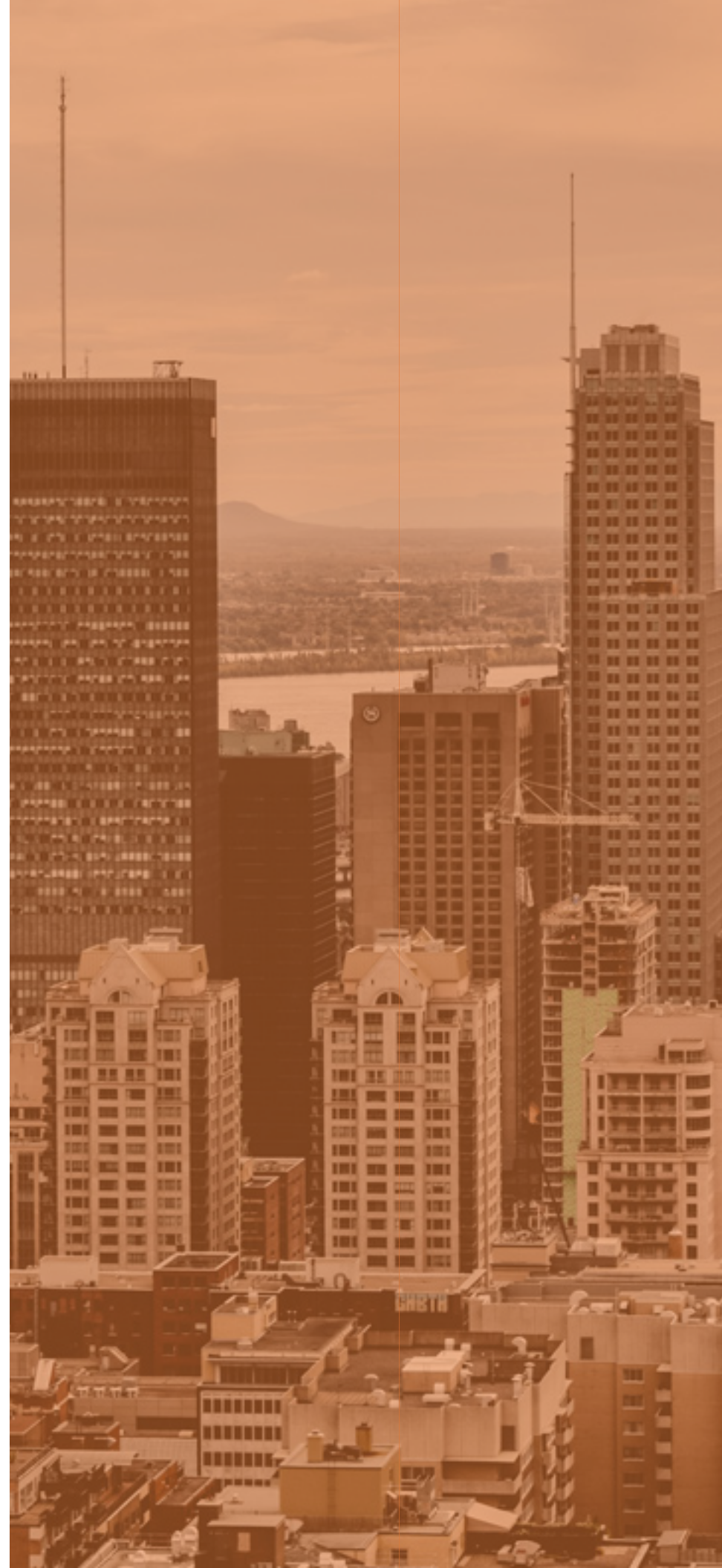


Bilan de la violence commise et subie chez les jeunes de l'agglomération de Montréal

Le CIPC a réalisé un portrait de la violence commise et subie chez les jeunes sur l'ensemble du territoire montréalais.

À cette fin, le CIPC a publié un rapport divisé en trois chapitres de même que de proposer des recommandations fondées sur les analyses qui s'ensuivent. Parmi celles-ci, le CIPC proposait (a) d'élaborer une évaluation particulière de la violence commise et subie par les jeunes au centre-ville; (b) de mieux cibler les programmes de prévention en désagrégeant les données liées à la population jeunesse en groupe d'âge plus spécifique et (c) de mieux adapter les projets en fonction des espaces de vie pour mieux cibler les efforts de prévention.

Des activités de communication ont été réalisées toujours dans le but d'informer le public sur le rapport. Par exemple, en décembre 2021, le CIPC a participé au forum Montréal sécuritaire pour les jeunes : dialogue sur l'intervention en prévention de la violence pour présenter un aperçu des différents chapitres ainsi que des faits saillants de son « Rapport sur la violence commise et subie chez les jeunes de Montréal ». L'objectif de ce bilan fut de présenter et d'analyser les caractéristiques, les dynamiques et les tendances de la violence commise et subie chez les jeunes sur l'île de Montréal, afin de donner aux décideurs publics un outil de planification stratégique pour attribuer les ressources allouées au Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes 2020-2022.



Pôle de résilience : élaboration d'un guide pour le développement d'un diagnostic de résilience et préparation à une activité de prospection avec une équipe pilote

Dans la continuité du Plan climat 2020-2030 et de la mise en œuvre de la Stratégie montréalaise pour une ville résiliente, la Ville de Montréal souhaite soutenir la création de pôles de résilience sur son territoire. Cette initiative, portée par l'intermédiaire du programme Tandem, vise à outiller les communautés face aux problématiques de justice sociale, de sécurité urbaine et de changements climatiques qui peuvent les impacter durablement.

Le CIPC a été mandaté par la Ville de Montréal afin d'apporter un soutien méthodologique aux porteurs du projet et à l'équipe responsable de piloter l'implantation des pôles de résilience dans 5 secteurs de la municipalité : Ahuntsic-Cartierville/Saint-Laurent, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Saint-Léonard, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et Rivière-Des-Prairies-Pointe-aux-Trembles.

Déjà mis en œuvre dans plusieurs villes de monde, les pôles de résiliences visent à offrir des supports renforcés de services communautaires, et à coordonner la distribution des ressources dans des situations de crise ou face à des événements perturbateurs pour la communauté. Le CIPC a donc proposé un guide méthodologique sur-mesure à l'équipe de projet, afin que celle-ci puisse réaliser un diagnostic préalable sur chacun des territoires ciblés.

Le guide propose une introduction conceptuelle au principe de résilience communautaire, ainsi qu'un ensemble de critères et d'indicateurs de base à considérer dans la réalisation du diagnostic de résilience, à savoir :

- Les connaissances et savoirs locaux
- Les réseaux et les relations communautaires
- L'efficacité de la communication
- La santé et le bien-être
- La capacité de gouvernance et de leadership
- La préparation face aux risques
- Les attitudes et sentiments face aux défis rencontrés

Le guide a permis à l'équipe du projet d'amorcer un travail de collecte de données à partir de sources quantitatives et qualitatives, avec pour objectif de fournir un portrait complet de la situation pour chaque territoire en 2022. De plus, dans le prolongement du guide pour le développement de diagnostics de résilience, le CIPC a également offert son appui dans la préparation et l'animation d'un atelier de remue-méninges avec l'équipe pilote.

PÔLE COMMUNICATION ET MÉDIAS

PÔLE COMMUNICATION ET MÉDIAS

En 2021, le CIPC a continué à adapter ses activités en ligne pour mieux rejoindre ses différents partenaires et nouveau collaborateurs, entre autres, en diversifiant ses outils de communication. Que ce soit par des webinaires, des formations, des ateliers, des présentations, l'équipe a principalement utilisé sa plateforme web pour ainsi informer le public à propos de ses activités.

Les publications sur les réseaux sociaux, soient Facebook, Twitter et LinkedIn, furent le deuxième moyen le plus utilisé pour souligner les actions du Centre. Au total, le CIPC a rédigé 524 publications au courant de l'année 2021, dont 127 publications qui se trouvent sur Facebook, 265 sur Twitter et 132 sur LinkedIn.

Plusieurs médias québécois ont eu recours à l'expertise de l'ONG, la visibilité s'étant donc accrue à l'échelle provinciale. À titre d'exemple, le CIPC a été sollicité par Radio-Canada à l'émission « Tout un matin » afin d'échanger sur les enjeux liés à la criminalité à Montréal et d'offrir des solutions pour la prévenir. Ce fut d'ailleurs la première fois que l'entité du Laboratoire en Sécurité urbaine (LabSU) fut mentionné dans un média québécois.

Un de nos plus grands succès médiatiques fut au printemps, où le concours du « DataJam contre l'exploitation », le premier concours d'innovation du genre pour identifier et combattre la traite de personnes au Canada, fut mentionné dans plusieurs médias tels que Le Journal du Québec, le Journal de Montréal, Direction informatique, IT World Canada et TVA Nouvelles.

De plus, ce fut le retour de la production des infolettres du CIPC avec sept infolettres ayant été envoyées au courant de l'année.

GOVERNANCE DU CIPC STATUTS ET RÈGLES DE FONCTIONNEMENT

GOVERNANCE 2021

Le CIPC tient à souligner le départ de la présidente du conseil d'administration. De ce fait, l'année 2021 a été marquée par la fin de mandat de Mme Valérie Sagant, qui a quitté ses fonctions en tant que présidente du CIPC après 2 années d'implication au sein de l'organisation. De plus, Mme Tina Silbernagl et M. Jean-Paul Laborde ont également quitté leurs fonctions en tant qu'administrateurs après de nombreuses années d'implication.

Par conséquent, le CIPC tient à remercier Mme Sagant, Mme Silbernagl et M. Laborde pour leur excellent travail accompli au cours de toutes ces dernières années, tant par la qualité que l'importance de leurs actions contribuant à faire vivre la mission de prévention de la criminalité de façon globale.

En fin d'année, le CIPC a eu le plaisir d'accueillir au sein de son conseil ses nouveaux membres Daniel Brombacher, Benoît Dupont, Stéphane Fleury et Christine Rouffin, ainsi qu'une nouvelle présidente, Isabelle Lonvis Rome

L'année 2021 a également marqué le début de la mise en place du plan stratégique 2021 — 2023 qui a été développé en collaboration avec le conseil d'administration en tenant compte de trois dimensions principales : 1) Les impacts sur son contenu et les questions que la COVID-19 a entraînées autour des enjeux de sécurité publique, de violence, de relations entre santé publique et sécurité, de prévention et de gouvernance; 2) Les impacts sur ses pratiques, notamment en termes de télétravail et de flexibilité de

l'équipe, mais aussi sur ses implications au sein de son réseau international. 3) Les impacts sur l'ensemble de ses partenaires et de son réseau, qui ont subi (au niveau des organisations individuelles et du système d'acteurs) les effets de la pandémie sur leurs activités.

Réunions de gouvernance du CIPC

Pendant l'année, afin de faire le point sur les défis encourus, les diverses activités et les différents projets avec ses membres, le conseil d'administration du CIPC a tenu quatre réunions qui se sont déroulées en ligne afin de respecter les mesures sanitaires :

- Le 3 mars 2021
- Le 10 juin 2021
- Le 23 septembre 2021
- Le 9 décembre 2021

Assemblée générale des membres

L'Assemblée générale annuelle des membres s'est tenue à Nice le 21 octobre 2021 où tous les membres furent invités à y participer en présentiel ou en ligne. La directrice générale y a présenté les faits saillants des deux dernières années du CIPC, les nouveaux rapports publiés, les nouvelles de son réseau, la participation de l'organisation à des événements internationaux en ligne ainsi que ses défis liés à la pandémie de Covid-19. La réunion fut également l'occasion de présenter les actions futures de l'organisation en fonction des orientations stratégiques pour les prochaines années. L'AGM a entre autres procédé à une mise au point des états financiers et annuels du CIPC des années 2019 et 2020 et à l'élection de nouveaux membres du conseil d'administration.

Finances du CIPC

Malgré une année exceptionnellement difficile en raison de la pandémie, le CIPC est parvenu à surmonter la crise avec une santé financière relativement bonne. En profitant de toute l'aide offerte aux niveaux provincial et fédéral, nous avons pu non seulement garder nos portes ouvertes après la pause initiale de 2020, mais nous avons pu embaucher davantage d'employés pour mener à bien le nombre croissant de projets confiés au CIPC.

Le financement des activités de 2021 provenait comme toujours, de diverses sources, notamment les contributions d'un gouvernement membre, le gouvernement du Québec, et du financement de projets. La deuxième année des accords de financement triennaux pour le Laboratoire en sécurité urbaine signés en 2020, avec la Ville de Montréal et le ministère de la Sécurité publique du Québec, signifient que le CIPC peut à nouveau jouir d'une certaine stabilité financière, et une fois de plus, renforcée par de nombreux petits projets avec la Ville de Montréal et plusieurs municipalités du Québec. Au niveau international, nous avons été fiers d'être les bénéficiaires d'un financement pour notre rôle dans l'organisation du Datajam contre la traite des personnes au Canada 2021, un projet financé par l'ONU DC.



Évolution du budget

Un engagement financier majeur a été renouvelé en 2021 par le gouvernement du Québec pour 85000\$, soit une augmentation de 10 000\$ par rapport à 2020. Les revenus totaux pour 2021 ont augmenté de 14% par rapport à l'année 2020, en conséquence directe du nombre croissant de projets acceptés par le Centre. Les dépenses totales ont également diminué de 14%, sous l'effet principalement d'une augmentation des coûts liés aux ressources humaines. Par conséquent, nous avons pu terminer l'année avec un déficit de 5 000 \$ des revenus sur les dépenses, une amélioration continue par rapport à 2020.

Une approche rigoureuse constante de l'évaluation des coûts des propositions et des nouveaux projets, ainsi que des améliorations dans la gestion des projets ont permis au CIPC de poursuivre son chemin vers une organisation financièrement efficace en termes de livraison de projets dans le respect du budget et des délais.

Les états financiers vérifiés pour 2021 sont disponibles sur demande.

ANNEXES

Gouvernements membres

Centre national de prévention du crime, Sécurité publique Canada (Canada)
Ministère de la Sécurité Publique (Québec)

4 villes membres du CIPC et 49 organisations

African Policing Civilian Oversight Forum (APCOF), Afrique du Sud
Applied Research in Community Safety Ltd. (ARCS), Royaume-Uni
Asia Pacific Centre for the Prevention of Crime (APCPC), Australie
Association Canadienne des Chefs de Police (ACCP), Canada
Association mondiale des grandes métropoles (Metropolis), Canada
Australian Crime Prevention Council (ACPC), Australie
Australian Institute of Criminology (AIC), Australie
BRAVVO (Bruxelles Avance Brussel Vooruit), Belgique
Bruxelles Prévention & Sécurité (BPS), Belgique
Cámara de Comercio de Bogotá (CCB), Colombie
Carabineros de Chile, Chili
Centre for Justice and Crime Prevention (CJCP), Afrique du Sud
Centre for Law Enforcement and Public Health (CLEPH), Australie
Centro de seguridad urbana y prevención S.C., Mexique
CLEEN Foundation, Nigeria
Coalición Centroamericana para la Prevención de la Violencia Juvenil (CCPVJ), El Salvador
Comisión Nacional para Prevenir y Erradicar la Violencia contra las Mujeres (CONAVIM), Mexique
Conseil National des Villes (CNV), France
Consejo Ciudadano de Seguridad Pública, Prevención y Readaptación Social del Estado de Jalisco (CCSPPRS), État de Jalisco, Mexique
Despierta, Cuestiona y Actúa (DCA México), Mexique
Diálogos, Guatemala
Fédération Canadienne des Municipalités (FCM), Canada
Forum Européen pour la Sécurité urbaine (EFUS), France
Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU), France
Fundación del Centro histórico de la ciudad de México, Mexique
Fundación Ideas para la Paz, Colombie
Francopol, Canada
German Congress on Crime Prevention (GCCP), Allemagne
Groupe Integritas, Mexique
Institut africain des Nations Unies pour la Prévention du Crime et le Traitement des Délinquants (UNAFRI —United Nations African Institute for the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders), Ouganda
Institut National des Hautes Etudes de la Sécurité et de la Justice (INHESJ), France
Instituto Latinoamericano de las Naciones Unidas para la Prevención del Delito y el Tratamiento del Delincuente (ILANUD), Costa Rica

Instituto Mexicano de Prevención Integral, A.C. (IMEPI), Mexique
Instituto para la Seguridad y la Democracia (INSYDE), Mexique
Khulisa Crime Prevention Initiative, Afrique du Sud
Naif Arab University for Security Sciences (NAUSS), Arabie Saoudite
National Crime Prevention Council (NCPC), États-Unis d'Amérique
National Indian Youth Leadership Project (NIYLP), États-Unis d'Amérique
National League of Cities (NLC), États-Unis d'Amérique
Norwegian National Crime Prevention Council (KRÅD), Norvège
Observatoire national de la délinquance dans les transports (ONDT), France
Office des Nations Unies contre les drogues et le crime (ONUDD), Vienne
Onlus Nova Consorzio per l'innovazione sociale, Italie
ONU-HABITAT, Kenya
Réseau Intersection, Canada
Safe Communities Foundation New Zealand (SCNFZ), Nouvelle-Zélande
Small Arms Survey, Suisse
Union des municipalités du Québec (UMQ), Canada
Universidad Alberto Hurtado, Chili
Ville de Dakar, Sénégal
Ville de Lille, France
Ville de Montréal, Canada
Ville de Paris, France

ANNEXE 2 : L'ÉQUIPE DU CIPC EN 2021

Personnel par ordre alphabétique

Yasmina Aziki, Ph.D.

Analyste et chargée de projets

Iliya G. Babanov

Analyste

Miriam Blair

Assistante aux communications

Kassa Bourne

Directrice de l'administration et des finances

Pascale-Marie Cantin

Analyste

Melissa Champagne

Assistante de recherche

Ann Champoux

Directrice générale

Fernando A. Chinchilla, Ph.D.

Analyste sénior

Florilène Cornier

Analyste et chargée de projets

Michelle Côté, Ph.D.

Directrice de la recherche appliquée

Ariane de Palacio, Ph.D.

Directrice de la recherche, innovation et relations internationales

Emmanuelle Fahey .

Assistante de recherche

Rose Germain

Stagiaire – Assistante de recherche

Adriana Gonzalez

Assistante aux communications

Pier Alexandre Lemaire

Directeur des projets

Teodora Mihaylova

Analyste

Sophie Ouimet

Assistante de recherche

Claude Pilon

Analyste

Vanessa Reggio

Responsable des communications

Anne Vandelle

Analyste et coordonnatrice des activités et projets



3535 avenue du Parc, 4e étage
Montréal, QC H2X 2H8
+1-514-288-6731
info@cipc-icpc.org
www.cipc-icpc.org